Parti Communiste
Révolutionnaire de France

Déluge d'attaques contre la Fonction publique : accusons l'État capitaliste !

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France salue les travailleurs et travailleuses de la Fonction publique, mobilisé-e-s le 10 octobre 2017 pour dénoncer les mauvais coups portés par l'actuel gouvernement contre leurs rémunérations et les emplois publics.

Dépeçage du secteur public...

En parfaits « managers » des intérêts du Capital, le président Macron et son gouvernement élargissent en effet leur palette de régressions sociales, en s'attaquant à la Fonction publique (FP) après avoir démoli le Code du Travail.

La **stratégie de division** est désormais bien connue : pour donner le change aux salariés du secteur privé, on prétend que les fonctionnaires sont des nantis, qui coûtent trop cher, et qui doivent être mis à contribution pour la réalisation des économies budgétaires programmées.

Dans la (très) droite ligne de la sinistre RGPP sarkozyste (suppression de 150 000 emplois publics en 5 ans) et de la MAP hollandiste (nouvelle étape de décentralisation ayant justifié 10 Milliards d'économies sur le dos du secteur public), le gouvernement Macron/Philippe envoie, en direction des fonctionnaires et des services publics, une salve de **mesures destructrices et vexatoires**, toutes déjà appliquées par le passé, avec le succès qu'on connaît sur la santé de notre économie... : **gel des salaires** (entre 2010 et 2016, les agents de la FP ont perdu 8% de pouvoir d'achat ; en 2018, cette perte s'élèvera à 10%) ; **jour de carence** (retrait d'un trentième de salaire en cas d'arrêt-maladie) ; **hausse de la CSG**, non compensée ; **report de certains dispositifs de revalorisation** prévus pour 2018 ; **suppression de 120 000 emplois publics**.

Ces mesures sont à lier au **projet de budget 2018** présentant la note de **16 Mds d'économies** réalisées notamment sur le dos de la Sécu (5 Mds), des collectivités territoriales (3 Mds), des ministères chargés du Logement (baisse des APL, pour 1,7 Mds), du Travail (200 000 contrats aidés supprimés), des Transports (gel de projets sur les infrastructures).

... pour servir les profits des monopoles et du capital financier

Elles sont à lier également au **plan de privatisations** annoncé en juillet 2017, transférant au secteur privé 10 Mds d'actifs publics détenus par l'État dans les transports (SNCF, Alstom, Air-France, etc.), l'énergie (EDF), la téléphonie (Orange)...

Sans oublier les **cadeaux fiscaux à foison en faveur du patronat** (baisse de la taxe sur le capital, baisse de l'impôt sur les sociétés – de 33% à 25% -, suppression de l'ISF, suppression des cotisations patronales sur le SMIC, etc.) qui, comme les précédents, aggraveront le déficit public dont on nous rebat les oreilles pour justifier les mesures évoquées ci-dessus...

Nécessité de la lutte...

On le voit : comme la Loi Travail aggravée par les ordonnances Macron, l'attaque contre la Fonction publique est massive et brutale.
Brutale pour les **fonctionnaires** qui vont subir de **nouvelles dégradations sur leurs rémunérations et leurs conditions de travail.**
Brutale pour les **travailleurs précaires de la FP** (1 agent sur 5 est contractuel...), plus fragilisés que jamais dans leurs emplois.

.../...

Contact :
Les Amis d'Oulianov BP40084
75 862 PARIS CEDEX 18

Brutale pour les **usagers des services publics** qui verront leurs besoins vitaux (santé, éducation, logement, transports, culture, etc.) de moins en moins satisfaits.
La défense des services publics est donc une absolue nécessité.

… lutte de classe contre le Capital et son État !

Mais cette lutte doit s'éclairer de la conscience du rôle joué par l'État capitaliste, dont on ne peut ignorer la nature de classe : **bien loin de constituer un bouclier contre les méfaits du capitalisme, l'État en est l'émanation.**

Ces services publics, dans la continuité des nationalisations, ont été arrachés par les luttes du XXème siècle et par la Résistance ; ils ont été concédés par l'État bourgeois inquiet de l'existence, au niveau national, d'un fort mouvement de lutte de classe révolutionnaire (CGT et Parti communiste) et d'un camp socialiste à l'échelle internationale ; ils ont montré qu'avec eux, il était possible de satisfaire certains besoins matériels, culturels, sociaux et démocratiques. Avec l'abandon des principes révolutionnaires et de lutte de classe (au PCF et la CGT notamment), la bourgeoisie a regagné provisoirement ses positions dans la lutte de classe économique, elle est repartie de plus belle dans sa politique de rentabilité financière au service exclusif du Capital.

Refusons donc l'illusion d'un « État-providence », protecteur, arbitre, neutre ; combattons-le au quotidien, en tant que représentant du Capital, qui sert les monopoles et les banques, autant par sa loi Travail que par ses attaques contre la Fonction publique !

Rejetons les sirènes de la division ! Uni-e-s, nous sommes plus fort-e-s !

Les travailleurs et travailleuses de la FP ont raison de se mobiliser dans l'unité contre les mauvais coups qui leur sont portés ; mais ces résistances doivent s'amplifier et **converger dans un front uni de tous les travailleurs, de la jeunesse et des retraité-e-s,** pour l'ensemble des conquêtes sociales, pour la défense des emplois, des salaires et pensions, et des services publics. Notre solidarité est vitale ; nous sommes toutes et tous victimes de la même politique, celle du capitalisme !

La perspective, c'est le socialisme !

En luttant contre la politique du gouvernement Macron/Philippe, rappelons-nous que **le capitalisme n'est pas l'avenir,** car il est bâti sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur les inégalités et la mise en concurrence entre les êtres humains, sur le pillage des ressources et des richesses, et il détruit les acquis sociaux...

Il y 100 ans, la Révolution d'Octobre ouvrait la voie de l'émancipation sociale, en instituant l'abolition du régime de propriété privée des moyens de production, et en mettant l'État au service exclusif des besoins de toutes et de tous. Cette voie doit être aujourd'hui à nouveau notre perspective, celle de la victoire de nos luttes en faveur de notre Fonction publique, et celle d'une nouvelle société qui mettra fin à la loi barbare du profit capitaliste.

Le 10 octobre 2017



Il y a 100 ans, en Russie, naissait la première révolution socialiste, sous l'impulsion de Lénine et du Parti bolchevique !

Aujourd'hui, pour en finir avec le capitalisme qui fait tant de victimes en France et dans le monde, la révolution est plus que jamais d'actualité !
Construisons-la ensemble, par nos mobilisations, notre compréhension des expériences passées et présentes, notre créativité, et l'efficacité de notre organisation au sein du Parti Communiste Révolutionnaire de France !

MARDI 7 NOVEMBRE à 18h : Rassemblement à Paris
devant la demeure de Lénine,
au 4, rue Marie-Rose (14ème arrdt – M° Alésia)

avec la participation du Parti Communiste de Grèce (KKE),
du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme (PADS) et du Parti Démocratique Unifié de Corée du Sud

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.